

**Entretien de Monseigneur Jean-Pierre Grallet, archevêque de Strasbourg,
avec Gilles Grin et Régis Clavé, de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe**

Fondation Jean Monnet pour l'Europe : En premier lieu, la Fondation Jean Monnet pour l'Europe tient à vous remercier de tout cœur, Monseigneur Jean-Pierre Grallet, d'avoir accepté avec autant d'affabilité de prendre part à son programme d'interviews filmées et de nous accueillir à l'archevêché de Strasbourg en ce mercredi 13 mai 2015.

Nous souhaiterions tout d'abord évoquer avec vous le contexte familial qui vous a vu grandir – vous êtes né le 20 mai 1941 à Rozelieures en Meurthe-et-Moselle –, et revenir avec vous sur les valeurs fondamentales qui vous ont été transmises par vos parents.

Monseigneur Jean-Pierre Grallet : Je leur dois beaucoup et je les remercie, eux qui ont disparu de cette Terre mais qui sont présents dans mon cœur. J'ai eu beaucoup de bonheur durant toutes mes années familiales dans cette ferme dans laquelle j'habitais, au milieu d'un village où tout le monde se connaissait et se saluait. Il aurait été impensable que je passe dans la rue sans saluer quelqu'un ; c'était naturel. Cette expérience de communauté villageoise a peut-être été le premier terreau qui m'a aidé à me situer et à me mettre en relation naturelle avec tout le monde. Mes parents étaient unis, s'aimaient beaucoup et étaient croyants. On travaillait à la même ferme et on priait ensemble. Tout se tenait pour moi, et c'est dans ce terreau paisible, qui pourtant sortait de la guerre, que j'ai commencé à découvrir la vie et l'Europe. En effet, lorsque l'armistice avait été signé, plusieurs prisonniers allemands étaient venus travailler dans notre ferme à titre de dédommagement. Mais, naturellement, la guerre étant finie, ils étaient traités comme des membres très proches de notre famille et on se tutoyait. Je ne me souviens plus de leur prénom, mais j'admirais leur savoir-faire quand ils travaillaient à l'atelier. Et ils ont laissé leur nom et leur matricule sur un des murs du couloir de la maison où ils habitaient. Je découvrais ainsi l'histoire européenne à travers ces petites anecdotes.

FJME : La foi a-t-elle toujours été pour vous une évidence ?

Mgr Grallet : Oui, et je crois que je n'ai jamais douté de Dieu grâce aux témoins de la foi qu'étaient mes parents, mon curé, les gens de Rozelieures. Le climat était paisible et la foi ne se remettait pas en cause. Après, bien sûr, j'ai été confronté aux grandes questions de la vie : le scandale du mal, le scandale des morts injustes... Mais, au départ, j'avais une grande confiance, et c'est naturellement que, dans ce terreau, j'ai voulu un jour être prêtre. Celui de notre village était un peu colérique, on en redoutait les colères, mais il était bon comme le pain. Tous les jours, mes parents nous demandaient, à ma sœur ou à moi, de monter de la ferme jusqu'au presbytère offrir le lait au curé, puisque mon père était producteur de lait. Et, après avoir apporté le lait, je repartais toujours avec une poignée de bonbons. Il ne faut pas grand-chose à un enfant, et c'était là une première démonstration de ce que la générosité rend toujours heureux.

FJME : Vous évoquez l'importance de votre curé dans votre parcours ; pourquoi ne pas avoir fait le choix de prêtre diocésain ?

Mgr Grallet : J'y ai pensé et donc un jour, je suis allé voir ce prêtre pour lui dire que j'aimerais entrer au séminaire. Je suis entré au grand séminaire de Nancy et j'étais destiné au clergé diocésain de Lorraine. Et c'est au cours de mon premier cycle d'études que, m'intéressant à l'Histoire, je découvre subitement dans l'histoire de l'Eglise, au XIII^e siècle, en plein cœur du moyen-âge, l'immense figure lumineuse, radieuse de François d'Assise. J'en suis bouleversé jusqu'à l'os. Et voilà, j'ai été saisi, et j'ai eu envie de devenir franciscain. J'ai alors prévenu mon supérieur, qui a eu la gentillesse de me dire : « on te regrettera ». J'ai eu la naïveté de le croire. En tout cas, je le remercie de m'avoir dit son estime et j'ai quitté le séminaire avec les meilleurs rapports possibles avec tous mes confrères et tous mes professeurs. J'ai donc continué mon chemin chez les franciscains. Mais de cette expérience au séminaire de Nancy, j'ai acquis un grand amour de l'Eglise territoriale. C'est pourquoi, quand on m'a demandé de quitter à nouveau la fraternité franciscaine pour me rendre disponible comme évêque, je peux dire que j'y étais un peu préparé, parce que tant dans mon enracinement au séminaire que dans mon ministère dans les différents diocèses, j'étais en symbiose extrêmement forte avec l'Eglise locale.

FJME : Lors d'une conférence de Carême que vous avez donnée à la cathédrale de Strasbourg, vous avez évoqué le fait de « vivre par le Christ, pour le Christ ». Quel passage des évangiles vous a particulièrement marqué, et pour quelles raisons ?

Mgr Grallet : Ce qui m'a beaucoup touché dans les évangiles, c'est le chapitre V de saint Matthieu, regroupé par les biblistes sous le titre de « Sermon sur la montagne ». Jésus prend un peu de hauteur. C'est symbolique, comme si c'était une hauteur morale ; on quitte la plaine, le bruit des villages et des villes. Et puis, il va dire aux disciples des paroles fondatrices fortes. Ce fameux « Sermon sur la montagne » commence par les Béatitudes : « Heureux les pauvres en esprit, car le Royaume des cieux est à eux », « Heureux les cœurs purs, car ils verront Dieu », « Heureux les affamés et assoiffés de justice... ». J'ai été bouleversé. Et après, je lisais : « Quand vous priez, ne faites pas les malins, faites-le discrètement », « quand vous jeûnez, ne faites pas les malins, faites-le discrètement », et quand vous voulez trouver les mots de la prière, dites simplement « Notre Père ». Tous ces passages me paraissaient très lumineux, et je les garde très fortement. Je dirais même que les Béatitudes n'ont pas pris une ride ; ça bouscule, ça dérange. D'ailleurs, que veut dire « pauvre » ? Surtout pas pauvre d'esprit, simplet, mais pauvre dans notre cœur. Le pauvre est celui qui a besoin de l'autre, le suffisant n'a besoin de personne ; il est vaniteux, orgueilleux et il meurt tout seul.

FJME : Bien justement, vous évoquez cette pauvreté. Quel message souhaiteriez-vous délivrer à celles et ceux qui sont pris dans les filets du nihilisme ? Et comment définiriez-vous un bon berger à une époque où beaucoup de brebis semblent s'être égarées ?

Mgr Grallet : Je vous remercie de poser une telle question. C'est vrai que le nihilisme est une tentation de l'homme prétendument moderne, c'est-à-dire qui se veut moderne ou qui souscrit à une modernité un peu faite, qui l'amène à s'abstraire des convictions fondamentales. Et j'ai envie de dire à quelqu'un qui est tenté par le désabusement : « écoute, il est si bon d'aimer, il est si beau d'aimer, il est si touchant d'être aimé de quelqu'un, de protéger un enfant, de servir une personne âgée, de veiller sur un malade,

d'accueillir un amour humain ; il est si beau, il est si bon d'aimer, alors surtout redeviens naturel ; respire, aime, et si tu as un chagrin, pleure, mais redeviens naturel ». Et je crois que le retour à ces sentiments fondamentaux ne prendra jamais une ride. Voilà, je crois qu'il est heureux d'aimer et de donner sa vie. Donner sa vie, c'est le principe du bon pasteur, du bon berger qui donne sa vie pour ses brebis. Et c'est finalement l'attitude des parents qui se fatiguent lorsqu'ils sont réveillés la nuit par les pleurs de leur enfant. C'est le souci d'une personne adulte pour sa vieille maman qu'il faut soigner, ou pour son vieux papa qui, marqué par Alzheimer, devient de contact ingrat. Mais ça ne fait rien, on continue de le soutenir, de l'aimer. Il est si important et si beau d'aimer.

FJME : Vous évoquez cette foi qui vous porte, cette même foi qui permet au bon berger de porter la brebis. Mais face aux fanatismes et aux extrémismes de tous ordres, le doute n'est-il pas aussi un pont vers autrui ?

Mgr Grallet : Je pense que le doute est une attitude d'intelligence. Seule la personne intelligente est capable de dire : « je ne sais pas » ou « je ne comprends pas, et je cherche à comprendre ». Donc ne soyons pas suffisamment sots pour penser que nous avons tout compris et que nous ne doutons de rien. Alors certes, je n'ai pas de doutes fondamentaux sur l'existence de Dieu ou sur la nécessité et le bonheur de nous aimer, de nous entraider les uns les autres. En revanche, j'ai souvent des doutes qui portent sur le « comment faire », le possible, la manière de s'en sortir face à une difficulté. Je crois que le doute est fondateur et je voudrais vous citer saint Augustin, qui, dans ses *Confessions*, dit : « Longtemps, j'ai cherché Dieu, enfin je l'ai trouvé ». Et il a cette prière qu'il fait à Dieu : « Seigneur, fais que je te trouve, et t'ayant trouvé, que je te cherche encore ». Ça c'est magnifique. « Et t'ayant trouvé, que je te cherche encore ». Il faut que nous soyons des chercheurs de Dieu, des chercheurs d'humanité, des chercheurs de sens. Je crois que ça fait partie du doute ; on n'a pas tout, et donc nous continuons de chercher.

FJME : La recherche que vous évoquez nous permet de faire le lien avec la dimension sacrée de l'Histoire comme point de rencontre du créateur et de sa créature, de Dieu et de l'Homme. Qu'implique pour le chrétien le postulat de la dimension christocentrique de l'Histoire ?

Mgr Grallet : C'est une grande question théologique que vous me posez. C'est vrai que pour moi le Christ est devenu le centre de tout. C'est lui qui me permet de comprendre l'Histoire, il est le début et la fin de l'Histoire. Il était dans la pensée de Dieu. Dieu, de toute éternité, pense à notre humanité qu'il a fondée et à son Christ qu'il nous envoie. Le Christ est vu dans la foi chrétienne comme le commencement et la fin, l'Alpha et l'Omega, ce que symbolise le cierge pascal au cours de la veillée pascale. Il y a une vision historique de la foi chrétienne qui est essentielle. Nous venons de Dieu, nous sommes sur Terre, où nous avons à fraterniser et à mettre Dieu dans nos vies, à lui offrir le meilleur, c'est-à-dire à nous sentir reliés les uns aux autres et reliés à Dieu. Nous venons de Dieu et avec toute l'humanité nous fraternisons et nous retournons à Dieu. Cette vie sur Terre a un sens profond pour le croyant : fraternité avec les hommes et lien avec Dieu, un lien de filiation par rapport à sa paternité. Elle implique également un mouvement : c'est le Christ qui le premier marche devant nous et nous ramène vers le Père que nous avons perdu.

FJME : Des événements marquants de votre vie et de l'histoire de l'humanité ont-ils fait évoluer votre intelligence du catholicisme ?

Mgr Grallet : Oui, naturellement, et sur le fond et sur la forme. Sur la forme d'abord, j'ai appris à dépasser les apparences. Quand un enfant entre dans une église, il est marqué par l'architecture, par le rituel de la messe. La forme a de l'importance, parce qu'elle donne un cadre et permet à l'intelligence de s'appuyer sur des choses visibles. Mais après, il faut dépasser la forme et considérer le fond, qui est important. Le premier aspect du fond, je l'ai évoqué dans la première question. J'ai eu le goût de vivre, parce que mes parents étaient vivants, bons et droits. Et en plus, ma mère était toujours joyeuse ; elle était la joie de vivre de la maison et du village. Ce bonheur d'exister est le fondement de ma vie. Devenu croyant, je suis persuadé que tout cela a un fondement qui nous vient de l'amour même de Dieu. Ma première expérience croyante, je l'ai puisée dans la fidélité de mes parents.

Deuxièmement, il y a eu des questions lourdes. Par exemple, la mort de l'une de mes sœurs. Elle était une brillante matheuse, mais avait un handicap qui lui interdisait la pratique du sport et qui a nécessité une opération à cœur ouvert, une des toutes premières en Lorraine. Elle avait déjà beaucoup souffert. Et enfin, le bonheur arrive, elle rencontre son fiancé. Elle vient me le présenter. Huit jours après, elle est victime d'un accident de voiture et meurt. Ce choc m'a projeté dans ce que nous ressentons comme l'injustice des morts inutiles, incompréhensibles. Viennent alors les questions qu'on pose à Dieu et qui me permettent de comprendre les gens quand ils sont en révolte. Je les laisse dire leur révolte, parce que tant qu'on n'a pas posé sa peine, cette peine nous encombre. Il faut donc la dire. Au début, devant le corps de ma sœur, on me demandait de rassembler toute la famille pour qu'on ne désespère pas. Mais je n'arrivais pas à parler à Dieu. Comme je ne pouvais pas dire un mot à Dieu, j'ai pris ses mots à lui. J'ai ouvert l'évangile, justement au chapitre V de Saint Matthieu, et lentement j'ai lu toutes les paroles de Jésus. J'ai lu le chapitre V. Je faisais silence. Puis j'ai lu le chapitre VI. Et au bout d'un quart d'heure vingt minutes, j'étais en paix. Quelque chose s'était passé, le Christ était venu à côté de moi à travers ses paroles et il me donnait la clé : « Jean-Pierre, ne t'enferme pas dans les apparences tragiques, il y a peut-être quand même un sens à tout cela ». Je n'ai pas trouvé un sens à ce que ma sœur meure, mais j'ai trouvé un sens à ce que je vive pour elle. Voilà.

Autre grande question : la présence des pauvres, soit des grands malades, soit des gens en précarité ou qui ont connu un grand échec économique. Mais aussi très positivement le témoignage de visages lumineux aperçus dans des monastères d'hommes ou de femmes. Il y a des regards purs, des gens qui ont tout donné et qui restent jusqu'à la fin témoins de quelque chose. Pour moi, ce sont des signes très beaux, comme l'est la réconciliation franco-allemande, pour en arriver à l'Europe. J'y pense beaucoup. De même que j'avais évoqué la présence des prisonniers allemands. L'un d'entre eux a épousé une fille du village et nous sommes devenus amis. Il m'apprenait l'allemand quand je l'étudiais et je faisais quelques petits travaux avec lui. Il y avait eu dans mon village une très grosse bataille en 1914. Mon père, devenu maire du village, reçoit un jour la lettre d'un ancien officier bavarois qui écrit : « j'ai été sauvé à la bataille de Rozelieures parce que les sœurs de Saint-Charles m'ont soigné et je voudrais vous offrir cet argent pour fleurir les tombes des soldats dont vous gardez mémoire au village ». Il n'y avait plus de soldats allemands, ils avaient été rapatriés. Mais pendant dix ans, jusqu'à la mort de cet homme, mon père recevait de l'argent et je lui répondais par une petite lettre en allemand. Mon père recevait de l'argent comme maire pour qu'un officier allemand fleurisse la tombe des soldats français. On a sympathisé. De telles choses restent, prolongées naturellement par des échanges culturels, le bilinguisme. Pour moi, cette réconciliation franco-allemande reste très belle.

Autre élément, Vatican II ; le concile s'est tenu alors que j'étais en plein dans mes études de théologie. Je voyais qu'on était en train d'ouvrir les portes, les fenêtres de l'Eglise avec confiance. Cela m'a beaucoup marqué.

FJME : Vous êtes revenu sur votre enfance en Lorraine et êtes désormais à la tête du diocèse d'Alsace. Dans quelle mesure vous sentez-vous un enfant d'Alsace-Lorraine et quel regard portez-vous sur les évolutions de la relation entre Français et Allemands ?

Mgr Grallet : Comme je vous l'ai dit, j'ai été marqué à la ferme déjà. Dans ce petit village protégé, on a été bousculé par la guerre. En 1914, le village a été détruit, mais en 1939-1945, on n'a pas beaucoup souffert. Je suis né en 1941 ; le village n'avait pas subi beaucoup d'événements, hormis précisément ce brassage de population avec les ouvriers allemands. Et puis en ce qui concerne l'Alsace et la Moselle, j'ai travaillé longtemps à Strasbourg et à Metz. Je voyais bien que nos terres avaient été labourées par les obus de la guerre de 1870 et de 1914, et gardaient les marques des combats de 1940 et des forteresses de la ligne Maginot. Beaucoup de nos villes sont fortifiées et nous sommes dans un espace, l'Est de la France, qui porte les signes, tant de la peur de l'étranger que du combat contre l'étranger. Et donc on est quand même imprégné de ça. C'est vrai que tant dans mon enfance que dans ma vie pastorale, en Franche-Comté, en Lorraine ou en Alsace, j'ai senti à quel point la réconciliation franco-allemande et la construction européenne jouaient un rôle majeur. Devenu archevêque de Strasbourg, j'ai été heureux de constater au cours de mes nombreuses rencontres qu'il y avait beaucoup d'Européens convaincus.

FJME : Quel témoignage êtes-vous en mesure de nous livrer sur l'Europe dont vous avez fait l'expérience dans l'exercice de votre ministère ?

Mgr Grallet : La réconciliation franco-allemande reste prégnante pour moi. Mes propres amitiés avec des personnes d'outre-Rhin et mes rencontres régulières avec des familles mixtes franco-allemandes reflètent une réalité très importante. Ce qui me frappe dans mes contacts, c'est aussi la place que joue la construction européenne dans le regard des Européens de l'Est, alors qu'à l'Ouest les gens sont devenus un peu désabusés. L'Europe y est maintenant soupçonnée de beaucoup de difficultés et d'être la cause de tous nos maux. Il est facile de dire : « si ça ne va pas dans mon pays, c'est à cause de l'Europe ». On l'a vu avec les élections de 2014. C'est un danger de désigner l'Europe comme bouc-émissaire. Mais j'avais été marqué fin 2013 par le pèlerinage de la confiance que nous avons fait avec les frères de Taizé lors duquel quelque 20 000 à 25 000 jeunes sont venus de toute l'Europe. Les contingents les plus nombreux, outre les Français et les Italiens, étaient les Polonais et les Ukrainiens. L'Ukraine traversait une période de grandes difficultés concernant son indépendance vis-à-vis de son grand frère russe voisin. J'ai été frappé de voir l'attente des gens de l'Est dans mes nombreux contacts. C'est le paradoxe européen : d'une part, les gens à l'intérieur de l'Europe ont du mal à y croire après quelques années. C'est un peu une étape de désenchantement. Et d'autre part, il y a un enchantement presque intact dans le cœur de ceux qui ne sont pas encore entrés dans l'Union européenne. Plus généralement, je suis touché par ce que Jean-Paul II avait dit de l'Europe : « il faut que l'Europe de l'Ouest pense à l'Europe de l'Est ; il faut que l'Europe respire avec ses deux poumons, l'occidental et l'oriental ». C'était remarquable. Et dans le choix des saints patrons de l'Europe, il a veillé à ce qu'il y ait des hommes et des femmes, des gens de l'Est et de l'Ouest. Voilà, ce sont des signes importants que je retiens.

FJME : Quel est votre rôle en tant que représentant de la conférence des évêques de France à la Commission des conférences épiscopales de la Communauté européenne (COMECE) ?

Mgr Grallet : C'est un rôle auquel je m'initie. Il s'agit de rapporter à la COMECE, lorsqu'elle se réunit à Bruxelles, les questions que nous nous posons dans le cadre de la conférence des évêques de France et d'écouter les autres conférences épiscopales. Il y a une grande variété de situations en Europe. Il s'agit également de voir les convergences ; tous les pays sont bousculés par la crise économique, par un certain scepticisme moral et un désenchantement. Mais en même temps, nous sommes en éveil. L'expérience de la COMECE consistera à sentir vivre l'Europe, avec des épiscopats relativement différents. Certains sont très proches de nous, comme ceux de France, d'Allemagne, du Luxembourg ou de Suisse, d'autres sont confrontés à des situations neuves. Quand j'entends un évêque lituanien, le discours n'est pas tout à fait pareil. C'est donc une expérience de collégialité, dans laquelle je n'exerce pas un rôle particulier. Je suis un des leurs. Et je rends compte à la conférence des évêques de France, qui se réunit à Lourdes, de nos débats à la COMECE et réciproquement.

FJME : Est-il possible selon vous d'établir un lien entre le dialogue œcuménique et le processus d'intégration européenne ?

Mgr Grallet : Je vous remercie de poser une telle question. Pour moi le lien est évident. Je pense que le dialogue œcuménique a été une école de la réconciliation. C'était un signe de la réconciliation entre chrétiens divisés. Cela a pris du temps ; l'œcuménisme a beaucoup travaillé les églises protestantes, qui ont été atomisées en beaucoup d'églises différentes. Et le concile Vatican II a vraiment mis l'accent sur le fait que l'œcuménisme n'était pas facultatif, que c'est un devoir du catholique, un devoir du chrétien. Il existe à Strasbourg un Conseil des Eglises chrétiennes, composé des représentants traditionnels de la confession d'Augsbourg, les luthériens et les réformés, d'un représentant des évangéliques et des représentants des Eglises orthodoxes, sans compter mes collaborateurs de l'Eglise catholique. Il y a également à Strasbourg beaucoup de représentations orientales à cause du personnel européen, et donc plusieurs Eglises grecques, roumaines, russes, serbes... Avoir expérimenté nos différences, et malgré les différences vivre la fraternité, nous préparait à vivre la réconciliation franco-allemande. La guerre avait déjà été un creuset de la fraternité. Soit comme soldat, soit comme prisonnier, on parlait avec des agnostiques, avec des luthériens ou des juifs, qui hélas étaient dans une situation bien plus tragique encore, puisqu'ils ont connu le sort terrible de la Shoah. Dans l'expérience de la dernière guerre, on découvrait déjà que nos séparations historiques étaient relatives et qu'il y avait plus important. Il fallait qu'on fraternise entre catholiques et protestants, ce qui nous a naturellement préparés à fraterniser entre Français et Allemands, et avec tous les belligérants. Et nous nous interrogeons : « avons-nous suffisamment défendu nos frères et sœurs juifs ? »... Il est évident que l'expérience œcuménique a beaucoup préparé la réconciliation franco-allemande, surtout en territoire alsacien. On y était préparé, puisque dans de nombreux villages, églises et temples coexistent. Et parfois, quand il n'y a qu'un seul édifice, on applique ce que l'on appelle l'accord du *simultaneum*. Selon les heures, on célèbre catholique ou protestant dans un seul édifice religieux.

FJME : Beaucoup de pères fondateurs de la construction européenne étaient démocrates-chrétiens et ne faisaient pas mystère de leur foi. Pourrait-on dire qu'il y a aujourd'hui une propension de la classe politique à passer sous silence les racines chrétiennes de l'Europe, si l'on songe par exemple au débat autour du préambule de la constitution européenne ?

Mgr Grallet : C'est vrai, je ne vais pas nier une évidence, c'est un fait. Beaucoup de gens hésitent à reconnaître les racines chrétiennes de l'Europe. Or, elles sont évidentes. L'idéal humaniste, puisé dans le christianisme ou judéo-christianisme, a jeté les bases d'une réconciliation et les grands principes de la démocratie. Le christianisme n'a pas tout inventé. Préexistaient les grands fondamentaux issus de plusieurs héritages : la démocratie grecque, l'organisation romaine, les principes hébraïques et le sens du transcendant et de l'au-delà qu'avaient les Egyptiens. Nous sommes héritiers de tout cela. L'Islam a aussi joué un rôle avec son arrivée en Espagne. Il y a eu des confrontations, dont nous sommes sortis épuisés, mais en même temps enrichis. Je crois qu'il est dommage de nier l'importance de l'idéal du christianisme qui était dans le cœur des pères fondateurs. Il y a l'ignorance historique des uns et un peu d'ingratitude adolescente chez beaucoup d'autres, comme s'ils avaient peur que la mère Eglise catholique abuse de son pouvoir. Je suis persuadé qu'on ne reviendra pas en arrière. Il y a une séparation des pouvoirs qui exclut une mainmise de la religion sur des Etats de droit. Il y a en principe une séparation de l'Eglise et de l'Etat ou des concordats, comme en Alsace ou dans d'autres pays d'Europe, qui régulent leurs liens, mais cela ne fait pas de l'Eglise catholique ou des chrétiens des manipulateurs par rapport à l'Europe. Je pense que nous nous trompons d'ennemis. L'ennemi n'est pas l'Eglise catholique ou la pensée judéo-chrétienne, mais le refus de la démocratie qui pourrait déboucher sur une théocratie totalitaire, un droit pseudo-religieux, qui autoriserait à mettre la main sur quelqu'un, à l'accuser de blasphème et à le condamner à mort. C'est intolérable. Il est donc important que nous séparions les responsabilités et qu'on n'ait pas forcément honte de notre histoire.

FJME : Peu après la crise des missiles de Cuba, le pape Jean XXIII avait écrit en 1963 l'encyclique *Pacem in Terris* qui avait beaucoup marqué les consciences. Quel devrait être le rôle politique et diplomatique de l'Eglise dans les relations internationales ? Y a-t-il des actions d'un autre ordre que l'Eglise pourrait ou devrait entreprendre, si l'on songe à cet état de crise perpétuelle dans laquelle se trouve plongé un monde en prise avec la prolifération nucléaire, les modifications génétiques ou le dérèglement climatique ?

Mgr Grallet : L'Eglise a un rôle à jouer aujourd'hui. Elle ne doit pas craindre de le tenir. Elle a, à mon sens, un triple rôle : de signe, d'alerte et d'action. Un rôle de signe : c'est le signe prophétique, à l'image de Paul VI venant à l'ONU et disant « plus jamais la guerre », paroles fortes prononcées lors de son discours au temps du concile. Ou Jean-Paul II convoquant en 1986 tous les représentants des religions du monde. Il les invite, non pas à Rome, mais à Assise, où l'on garde la figure d'un homme qui a su transcender nos séparatismes et nos oppositions inter-religieuses en allant dialoguer avec le sultan Al-Kamil. On pourrait dire que François d'Assise a inauguré le dialogue inter-religieux. Il ne tenait pas à persuader son interlocuteur de son erreur, il se contentait de dire du bien de son Dieu. C'était magnifique, dans cette église Sainte-Marie-des-Anges à Assise, de voir tous les représentants religieux avec leur tenue. Pour la première fois, ils étaient tous rassemblés. En 2011, j'ai vécu les 25 ans d'Assise. Des chrétiens de toutes les confessions ont prié à la cathédrale de Strasbourg. On s'est ensuite rendu au palais Rohan, l'ancien archevêché d'avant la Révolution française. Et là, dans un lieu neutre, tous les

représentants des cultes ont signé une charte de la fraternité. Ou encore le pape François qui déclare, à Lampedusa puis à Strasbourg : « ne transformons pas la Méditerranée en un immense cimetière ». Voilà ce que j'entends par « signes prophétiques ». Quant aux signes d'alertes, je pense par exemple à l'alerte intellectuelle d'un pape qui écrit une encyclique sociale, comme l'a fait Benoît XVI dans *Caritas in veritate*, dans laquelle il valorise les engagements sociaux, ou lorsque le pape François parle d'écologie. Enfin, pour évoquer le rôle d'action, que serait l'action sociale en Allemagne si les Eglises se retiraient de ce champ ? A Strasbourg, nous avons une Caritas très organisée, qui mène beaucoup d'actions. Elle n'œuvre pas dans un esprit de puissance, mais pour rassembler un maximum de chrétiens dans la solidarité. Il y a beaucoup de choses à faire, et notamment continuer le dialogue sur les grandes questions bioéthiques. Il faut que l'Eglise soit présente dans le champ de la réflexion.

FJME : Comment voyez-vous les solidarités européennes nécessaires à la promotion de la fraternité entre Européens ? On peut songer par exemple au risque que la Grèce soit amenée à quitter la zone euro, à une possible sortie du Royaume-Uni suite à un référendum ou à la guerre en Ukraine. En définitive, face à ces situations, que peuvent faire les Européens ?

Mgr Grallet : Il y a encore beaucoup à faire ; j'ai senti lors des élections européennes de 2014 un essoufflement des projets. Les Européens, en tout cas en France, semblaient ressentir l'Europe comme une usine à directives sans visages, une administration avec laquelle ils n'ont pas de liens forts. Il faut donc rétablir la compréhension de l'Europe, que ses représentants soient plus visibles. Il est quand même frappant que sur les billets de l'euro figurent des bâtiments et jamais des visages. On a besoin de visages ; ce sont toujours des personnes avec leurs limites, mais aussi leurs immenses qualités que nous aimons. Or les monnaies nationales arborent le visage des grandes personnalités du pays. Je crois vraiment qu'il faut redonner un visage à l'Europe et rappeler l'essentielle fraternité qui est menacée aujourd'hui. Il s'agit donc d'un thème majeur. Je reviens sur la question du territoire français. Début janvier 2015, attentat à Paris contre Charlie ; sursaut national, on défile quelques jours plus tard dans toutes les villes de France pour défendre la liberté menacée. Je sentais que les gens avaient été choqués par le mal de la violence et s'étaient un peu rassurés à travers le défilé républicain. Moi qui suis Français, j'ai alors pris mon bâton de pèlerin. Il y avait comme une interrogation : « où va-t-on ? Quelles sont les valeurs ? ». Et je n'ai cessé, tous les dimanches, de rappeler le caractère essentiel de la fraternité. Et je rappelais les trois valeurs de la République française : liberté, égalité, fraternité. Après les attentats de janvier, on a tous défilé derrière la bannière de la liberté et on a oublié de rappeler qu'il n'y a pas de liberté sans fraternité. Une liberté qui ne sert pas la fraternité n'a pas de sens. On dit bien d'ailleurs que ma liberté s'arrête là où commence celle de mon frère, donc la liberté doit être un facteur de construction de la fraternité. Autrement dit, il faut que la fraternité permette la liberté et que la liberté soutienne la fraternité. Je crois que la fraternité est incontournable. Certes, c'est une conviction chrétienne, mais je suis heureux que la République s'en soit emparée.

FJME : On constate en Europe une tendance marquée qui semble correspondre à une volonté des peuples de davantage disposer de leur destin et qui met aussi en œuvre le principe de la subsidiarité contribuant à faire émerger une Europe des régions. Mais n'y a-t-il pas d'après vous le risque de mettre en danger une unité souhaitable ?

Mgr Grallet : C'est un défi permanent. L'un des grands principes européens est la subsidiarité, que Jacques Delors a beaucoup développé, et qui est emprunté d'ailleurs à la doctrine sociale de l'Eglise. La subsidiarité implique que l'autorité supérieure ne fasse pas ce que l'autorité subalterne peut légitimement faire par elle-même. Donc celui qui est au sommet ne doit pas écraser ses collaborateurs, mais valoriser leur capacité d'initiative. Il ne faut pas que le pouvoir européen écrase le pouvoir régional ou les pouvoirs nationaux légitimes. C'est une belle subtilité et on sent bien que nous sommes là dans l'apprentissage. Je pense qu'il y a eu par le passé parfois des tentations de législation tatillonnes. Il s'agit de bien tenir compte des spécificités de chaque peuple. Ne méprisons pas ce que chacun d'entre eux peut apporter comme talent particulier à la construction de l'Europe. Le principe de subsidiarité nous est venu de l'expérience monastique. Il faut que le père abbé veille à ce que chacun des frères soit obéissant pour le bien commun, mais en même temps que chacun, dans son domaine, exerce les responsabilités qui lui incombent. C'est un vrai défi pour le gouvernement d'un grand diocèse comme Strasbourg, dont je dois assumer d'être le responsable. On me demande de l'être. En même temps, que serais-je si je prenais la place de mes collaborateurs ? Je dois donc les protéger, les valoriser et les sécuriser, de même qu'eux m'appuient et me soutiennent. Il faut qu'il y ait une vraie intelligence et que jamais le directeur général n'ait la grosse tête. Nous sommes tous des serviteurs. Il est essentiel qu'un directeur soit serviteur. C'est un exemple magnifique du Christ quand il lave les pieds des disciples.

FJME : L'argent joue un rôle majeur dans nos sociétés et le capitalisme semble outrepasser ses droits. La finance s'est beaucoup développée et s'est globalisée, dépassant parfois l'économie réelle. Comment pourrait-on donner à l'économie sa juste place au service des hommes plutôt que d'en faire un outil de domination ?

Mgr Grallet : Il est clair que l'argent est un outil magnifique. Même le franciscain que je suis le dit et n'a pas honte de le dire. Je ne cherche pas à capitaliser à titre personnel. L'argent est un outil et on a besoin d'outils pour travailler. Il doit rester un outil, et pas être un maître. On a parfois le sentiment que le capital devient un maître et que la personne est en face d'un pouvoir aveugle, ce qui est problématique. Il faut retrouver la maîtrise par les gouvernements et les Etats des flux monétaires. Je ne suis pas un économiste, j'ai donc la prudence d'écouter les conseils des autres là-dessus. Je sens bien que l'argent est nécessaire et que nous devons veiller à ce qu'il y ait un enrichissement de tous pour le bien de tous. Mais nous devons aussi veiller à ce que cet argent soit à notre service et que nous n'en soyons pas les serviteurs. Ce sont des règles très difficiles, mais il est bon de les rappeler. Il est bon de rappeler aussi notre pensée sociale ; au-delà de l'enrichissement des individus, ce qui compte d'abord, c'est le bien du groupe. Il n'y a rien de plus important que le bien commun, qui doit primer sur le bien particulier. Ce qu'on a beaucoup oublié.

FJME : Est-ce que selon vous la pratique de taux d'intérêts relève de l'usure, comme le soutient l'économiste allemand Helmut Kreutz, et constitue un problème ?

Mgr Grallet : On ne peut pas demander à des financiers de prêter sans qu'ils en soient remerciés. Il faut qu'un prêteur soit dédommagé du risque qu'il prend en prêtant l'argent. Mais après, il faut évaluer et établir des taux qui soient raisonnables et qui n'étranglent pas celui qui est contraint à l'emprunt. L'intelligence et la justice doivent permettre de fixer un taux approprié, car il y a des taux déraisonnables qui rendent l'emprunteur

esclave du prêteur, puisqu'il ne pourra jamais le rembourser. Il faut pouvoir surveiller les flux de financement pour éviter une nouvelle crise monétaire.

FJME : Existe-t-il une position officielle du Vatican portant sur la construction européenne ? Le cas échéant, a-t-elle évolué au fil des décennies ?

Mgr Grallet : L'Eglise a montré un intérêt évident à l'égard de la construction européenne. Beaucoup d'acteurs de ce processus étaient chrétiens, catholiques en majorité, mais aussi d'autres confessions. Les croyants ont été au cœur de la construction européenne et l'Eglise y était présente à travers eux. L'Eglise est en outre préparée à la construction européenne. Le mot *katholikós* en grec veut dire universel, et ce qui sert l'universel, sert la fraternité universelle. L'Eglise croit au bien commun mondial et défend le principe de la destination universelle de tous les biens de la Terre. Il ne faut pas qu'une partie du monde s'approprie tous les biens de la Terre et désapproprie d'autres, car ils seraient lésés. Donc, on peut dire que l'Eglise est préparée à la construction européenne. Quand je vais dans un autre pays, la messe va être dite dans une autre langue, mais c'est le même Seigneur. Nous sommes préparés à cela et je crois que l'Eglise peut être vectrice d'une fraternité européenne sincère et même d'une fraternité mondiale. L'Eglise interroge aussi l'Europe en lui disant de veiller à ne pas être une forteresse imprenable qui fait rêver tous les pauvres et dont l'accès serait défendu ou interdit.

FJME : Peut-on imaginer que l'expérience européenne, qui se caractérise par une structure macro-régionale limitée à un continent, puisse être étendue au monde entier ?

Mgr Grallet : Si l'Europe réussit sa construction, tout le monde en profitera. Sa construction ne sera réussie que si elle respecte toutes ses composantes, dans un esprit fédérateur et respectueux, selon le principe de subsidiarité et de responsabilité commune. Pour reprendre une expression de Jean-Paul II : « Tous, nous sommes vraiment responsables de tous ». C'était un de ses principes de la solidarité. Une Europe qui réussit sa construction donnera des idées à d'autres pour construire d'autres ensembles, en Asie ou en Amérique latine. Cela me paraît porteur pour une gouvernance mondiale, à laquelle elle ne doit pas s'opposer, mais bien contribuer à une régulation des grands ensembles humains qui composent le monde.

FJME : Vous évoquiez Lampedusa ; comment analysez-vous et ressentez-vous les phénomènes migratoires européens et globaux ?

Mgr Grallet : Ce phénomène migratoire est révélateur d'une grande souffrance, en particulier dans l'hémisphère sud, tant sur le continent africain, qu'au Proche-Orient, à cause précisément de l'instabilité politique et des violences des extrémistes islamistes. Ce qui se passe est extrêmement grave et inquiétant, si l'on songe à l'épuration des chrétiens en Irak, à la tentative de la pratiquer en Syrie, à la déstabilisation des Etats dans une partie de l'Afrique du Nord et à l'extension des violences au cœur même de l'Afrique centrale. Le phénomène migratoire des gens qui frappent à la porte de l'Europe, c'est aussi l'indication qu'ils sont pauvres et qu'ils ont besoin de trouver des espaces où l'économie pourrait leur permettre de mieux vivre. Ce phénomène est connu depuis des siècles et tend à s'accroître. L'insécurité et l'organisation mafieuse de la plupart des migrations par bateau en Méditerranée aggravent le phénomène, qui rappelle le commerce négrier. Le mafieux prend tout l'argent, menace les gens et même les condamne à mort en les embarquant sur

des bateaux qui risquent le naufrage. Face à ces questions qui interrogent la responsabilité des gouvernants, je vois quatre réponses essentielles. D'abord, travailler à la sécurité des pays en guerre et les aider à trouver un début d'apaisement. Ensuite, travailler à de meilleurs échanges internationaux qui feront que les populations des pays du Sud pourront mieux vivre chez elles. Puis, combattre les attitudes mafieuses dans les trafics de migrants qui sont absolument scandaleuses. Et enfin, établir une solidarité afin d'éviter qu'une petite île comme Malte, une grande île comme la Sicile ou un pays comme l'Italie, ne soient noyés par l'afflux de migrants. Il faut mener une réflexion de fond en Europe ; il ne s'agit pas seulement de la gestion des migrations, mais du développement des pays du Sud. On ne peut pas être heureux tout seul au Nord, sans avoir le souci d'aider nos frères. Je ne peux pas être heureux tout seul quand à côté de moi il y a quelqu'un qui est malheureux.

FJME : En avril 2014, les papes Jean XXIII et Jean-Paul II ont été canonisés. Avez-vous une révérence particulière pour un pape eu égard à sa personnalité ou à son œuvre ?

Mgr Grallet : Je me suis rendu à Rome pour la canonisation des deux. J'ai une gratitude pour les deux, de même que j'ai deux parents. J'ai une immense gratitude pour le pape Jean XXIII, sa figure, sa bonhomie, sa sagesse et son audace d'avoir convoqué un concile. De Jean XXIII, je retiens la confiance tranquille du croyant, qui me rappelle quelque chose que je sentais chez mes parents. Jean-Paul II, quant à lui, nous venait d'un pays de l'Est. Il avait souffert le joug communiste. Il avait une santé spirituelle et morale forte qui s'exprime notamment lorsqu'il reprend les paroles du Christ lui-même : « n'ayez pas peur ». On doit à Jean-Paul II ce courage et ce souci universaliste. Il rappelle la solidarité entre les citoyens du monde entier et souligne le fait que l'Europe n'est pas seulement l'Occident, mais l'Occident et l'Orient. D'une certaine manière, il relativise l'importance de l'Occident et nous remet à notre juste place. Alors, comme à mes deux parents, je leur suis très débiteur.

FJME : Que représente pour vous le concile Vatican II et, pour reprendre la formule de Jean-Paul II vis-à-vis de la France, fille aînée de l'Eglise, a-t-il été fidèle aux promesses de son baptême ?

Mgr Grallet : Vatican II pour moi est un grand événement fondateur, qui m'a nourri et me nourrit toujours. Nous sommes au début d'une application des grandes intuitions du concile Vatican II. Peu après, l'Eglise s'est trouvée dans un monde en crise, marqué par la vague de contestation et d'interrogations qu'apportaient les événements de 1968, notamment en France. L'Eglise de France a-t-elle été fidèle aux promesses de son baptême ? Il y a des jours où ce n'est pas le cas, mais je ne parle pas de l'Eglise de France dans son ensemble. Il faut que chaque chrétien s'interroge. C'est aussi une question pour moi. Je m'interroge et ça me maintient en mouvement.

FJME : Paul VI a dit « le français permet la magistrature de l'essentiel ». Quel regard portez-vous sur la langue française, la France et la francophonie ?

Mgr Grallet : Je connaissais l'immense culture de Paul VI, son amour de la France et je le remercie de l'hommage qu'il lui rend. Je remercie ensuite la langue française dans laquelle je suis né et mon expérience internationale de supérieur franciscain qui a participé à des chapitres généraux. Je me souviens de San Diego en Californie, où l'on célébrait

l'évangélisation des Amériques. Tous les franciscains du monde étaient présents, dans cette Californie qui avait été évangélisée par le frère Junípero qui était venu des Canaries par le Mexique. Je me souviens quand je prenais la parole dans ces rencontres internationales, les gens me disaient : « J'aime bien entendre le français, c'est une musique particulière ». On aime une langue lorsqu'on est capable de la chanter et d'en mesurer l'originalité, et quand on en reçoit les poèmes. C'est vrai qu'il y a une musique particulière. Mais je voudrais revenir au plus profond de ce que Paul VI voulait dire : la précision du français en fait une langue diplomatique. Et je voudrais simplement rendre hommage au vocabulaire quand il nomme bien les choses en vous citant Albert Camus : « Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ». Et donc, bien nommer les choses, avec les bons mots, avec le courage des mots, c'est déjà un début de vérité et un début de justice. Car on ne bâtit jamais la justice sur le mensonge. Et parfois, il faut que les mots soient justes pour dire : « ça, ce n'est pas bien », « ça, ce n'est pas juste ». Je souhaite que nous fassions attention à bien utiliser les mots pour servir notre compréhension mutuelle.

FJME : Vous parlez du courage des mots et dans la lettre que vous aviez adressée à la petite fille violée au Brésil que vous avez prénommée Maria, vous avez dit : « le rappel du droit sans la miséricorde n'est qu'une caricature du droit ». De quels moyens l'Eglise dispose-t-elle pour permettre aux valeurs théologiques et spirituelles d'influencer plus profondément l'agir humain ? Le chrétien a-t-il un devoir de résistance face à l'esprit du monde et à l'ordre social établi ?

Mgr Grallet : Je suis touché que vous citiez une phrase que j'avais dite dans un moment tragique, où l'on ne comprenait pas qu'une application du droit qui paraissait aveugle pouvait aboutir à un manque de miséricorde. Mais après avoir mis en cause le droit quand il ne se conjugue pas avec la miséricorde, je voudrais quand même dire que le droit est essentiel. On voit ce que représentent aujourd'hui la pagaille et la violence dans des Etats qui ne sont plus des Etats de droit. Je pense précisément au littoral méditerranéen, à certains pays en guerre. Le droit est essentiel, l'Eglise en a un, et il faut qu'elle le conjugue, qu'elle prenne en compte la nécessité de la règle et le souci de la personne. Il faut toujours considérer le bien commun et le bien de la personne. Il faut conjuguer les deux et c'est ça la miséricorde. Sans principes, il n'y a pas de vie commune et sans attention à l'Homme, il n'y a pas de vie personnelle. Il faut donc les deux. Mais j'affirme aujourd'hui fortement l'importance de la résistance de l'esprit, du droit à l'objection, l'objection de conscience. Dans ma rencontre avec les chrétiens, j'ai surtout l'espérance d'apprendre beaucoup à leur contact. Mais parfois, il faut savoir dire : « attention, ceci est préoccupant ». On m'interroge sur un certain nombre de grandes questions de société, qui font appel à la conscience, au droit, et à la vertu. Benoît XVI, dans une de ses encycliques, a eu cette phrase « la politique a besoin d'hommes et de femmes vertueux », donc qui pratiquent la vertu. Dans son acception latine, *virtus* signifie à la fois « courage » et « qui se comporte avec droiture ». Nous avons besoin d'hommes vertueux qui mettent le souci du bien commun avant leurs soucis personnels. C'est ça la vertu : la force de l'esprit et l'appel à la conscience. L'Eglise peut dire des choses avec tous les gens de bonne volonté et je suis heureux de vous avoir cité Albert Camus ; je trouve qu'il a des paroles magnifiques. Dans mon ministère, quand j'écoute des gens, lorsqu'il y a de la pagaille dans un groupe, il faut d'abord prendre le temps du calme, puis redonner la parole pour bien nommer les choses, et une fois qu'on a bien nommé les choses, on entrevoit déjà la solution au problème. Et puis, lorsqu'on a entrevu la solution au problème, on s'y attaque avec vertu.

FJME : On dit souvent de l'Eglise qu'elle est le corps du Christ. Mais n'y a-t-il pas lieu de faire une distinction entre l'Eglise « peuple de Dieu » et l'Eglise « institution de pouvoir », entre sa personne christique d'une part, et son personnel ecclésial et laïc d'autre part ?

Mgr Grallet : Les deux coexistent, et l'un ne va pas sans l'autre. Mais il y en a un qui fait toujours rêver, et l'autre qui est parfois pesant. Il y a la pesanteur des pauvres gens que nous sommes et qui ne se sont pas toujours exemplaires. Il y a la pesanteur des gens qui sont habitués, qui se lassent, qui sont contradictoires, qui donnent des contre témoignages et qui peuvent parfois faire des fautes graves. Autrement dit, l'Eglise est sainte, par la sainteté même de Dieu et la sainteté du Christ. Elle est une communauté de saints, mais de tristes pécheurs aussi. Il nous faut une institution, il nous faut le Christ bien sûr, qui nous tire en avant. Il nous faut une institution, parce que sans institution, c'est le désordre. On a besoin d'une organisation, mais elle doit toujours être animée par l'esprit. Ma toute première prédication comme évêque de Strasbourg a mis l'accent sur la nécessité de vivre d'esprit. Je savais bien qu'il y avait une grande institution ecclésiale, et en Alsace on sait s'organiser, s'associer ; on sait faire. Mais pour bien faire, il faut que ce soit fait avec esprit. Quelle que soit la beauté de la structure, si l'esprit ne souffle pas, il n'y a rien. Hélas, l'Eglise connaît beaucoup de contradictions et de péchés ; je le regrette, et j'en demande pardon pour la part qui est la mienne. Mais je suis persuadé que l'Eglise, celle dont je rêve et celle que je veux servir, c'est celle qui est conduite par l'esprit et par les saints. C'est la seule qui tiendra la vie.

FJME : Quel élément de la doctrine sociale de l'Eglise serait-il intéressant selon vous de voir transposer pour que s'affirme la dimension sociale du projet européen ?

Mgr Grallet : J'ai été approché une fois par une demande quasi similaire à celle que vous formulez et j'avais donné une conférence dans laquelle j'avais insisté sur cinq grands fondements. D'abord, le souci du bien commun qui passe avant le bien particulier. Deuxièmement, outre le bien commun, le respect de la personne individuelle. Quand le premier est absolutisé, on a le communisme qui nie la personne, avec le second, on a l'individualisme capitaliste qui nie le bien commun. L'Eglise catholique est une force de proposition qui demande d'éviter d'absolutiser l'un au détriment de l'autre. Donc premier principe, le bien de la communauté. Deuxième principe, le respect de la personne humaine, de l'individu le plus faible, le plus pauvre, le plus précaire. L'amour préférentiel pour les pauvres est essentiel. Troisième principe, la destination universelle des biens. Dieu créa la Terre, il vit que cela était bon ; il mit l'Homme au centre et donc tous les biens de la Terre sont à toute l'humanité, et non pas à quelques privilégiés qui pourraient les annexer au détriment des autres. Quatrième principe, qui découle des trois premiers, la solidarité, si bien redéfinie par le pape Jean-Paul II, qui se souvenait de ses racines polonaises et de *solidarność*. Cette solidarité fait qu'on travaille, qu'on est tous responsables les uns des autres, et qu'on s'entraide. Et le dernier point, nécessaire à l'Europe, c'est la subsidiarité. Voici cinq points de repères qui pourraient être très importants pour la construction européenne, pour la construction des Etats, et même pour la construction d'une grande collectivité.

FJME : Monseigneur, qu'aimeriez-vous que Dieu vous dise en arrivant au paradis ?

Mgr Grallet : Comme vous, je ne suis pas pressé de ce prochain dialogue, mais je m'y prépare. J'espère quand même qu'il me regardera, j'espère qu'on se verra, car j'ai envie de

le voir, lui, l'invisible. J'espère qu'il me dira : « Jean-Pierre, je t'attendais ». Il pourrait ajouter, par exemple : « quand je t'appelais en cours de route, j'aurais aimé que tu répondes plus vite ». Peut-être que j'étais distrait et que je ne l'écoutais pas. Mais au final, j'espère qu'il conclura : « allez, l'essentiel est là, tu es là, bienvenue ! ».